

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Communisme envahit tout (*Amédune*). — La Conférence de Vienne (*Kéro*). — La Littérature et la Révolution Russe (*Lebedev-Poliansky*). — L'Irlande révolutionnaire et le Communisme (*Thomas Darragh*).

Bibliographie : La Maladie Infantile du Communisme (*Jacques Mesnil*). — La Vie Economique en Russie : Agriculture collectiviste (*Ivan*). — Bibliothèque Communiste. — Documents divers, etc.

Le Communisme envahit tout

C'est la quinzaine, la grande quinzaine du communisme.

Entre les deux tours de scrutin du 2^e secteur de la Seine, se déroule devant les assises le procès des communistes. Qui rendra le premier son verdict ? Le suffrage universel des électeurs ou le suffrage restreint du jury ? En attendant que l'événement décide, examinons où nous en sommes, tâchons de discerner où nous allons.

La journée du 27 février a largement dépassé nos plus audacieuses espérances. Outre que la mise en ballottage des candidats sacrés par le Bloc National, des candidats officiels de M. Millerand, est un impressionnant symptôme du retournement des esprits, et qui ne manquerait pas d'influencer toute la politique générale, si la démocratie n'était devenue un vain mot, — c'est un fait bien significatif que celui qui, des trois listes socialistes, amène si nettement en tête la liste communiste.

Nos chefs centristes nous avaient-ils assez menacés de la désaffection des masses ? Nous avaient-ils assez répété, jusqu'à nous en rebattre les oreilles, que la classe ouvrière resterait, en dépit de nous, attachée aux formules et aux pratiques « traditionnelles » du socialisme démocratique ? Eh bien, les électeurs ont répondu en attribuant près de 33.000 voix aux communistes, contre 20.000 aux « socialistes français », contre 12.000 aux socialistes dissidents. Les électeurs ont répondu que la soi-disant dictature moscovite — à laquelle, eussent-ils pu ajouter, avec le *Manifeste communiste*, les travailleurs n'ont rien à perdre

que leurs chaînes — ils ne la redoutent aucunement. Ce qu'ils redouteraient plutôt, c'est qu'au nom de la tradition, au nom d'on ne sait quel socialisme traditionnel, on ne recommençât tout bonnement le passé, avec ses lourdes fautes et ses erreurs funestes. Tant il est vrai que l'instinct populaire se rend bien compte que seuls peuvent invoquer la tradition ceux-là qui, en la continuant, l'animent incessamment d'un renouveau de vie !

Et maintenant, en vue du second tour, la lutte se poursuit, âpre et dure, mais en se poursuivant, elle a changé sensiblement de caractère. Par la désignation spontanée des masses poulaires, les communistes Lorient et Souvarine — qu'on le veuille ou non, que la chose plaise ou déplaise — deviennent les représentants de toutes les fractions politiques qui ont la volonté d'arrêter en France le développement de la Contre-Révolution capitaliste. Entre social-dissidents, social-patriotes et communistes, un avenir prochain tranchera nos conflits, qui sont graves et dont, pour rien au monde je ne voudrais réduire l'importance... Mais pour l'heure, c'est d'autre chose qu'il s'agit. La journée du 27 février a mis en clair, entre tous ceux qui se réclament du socialisme un intérêt commun, supérieur momentanément à nos divergences doctrinales : c'est de battre le commun ennemi, c'est de mettre en déroute le bloc des forces cléricobourgeoises ; c'est, ayant engagé la bataille, de la gagner.

Des principes s'opposeraient à cette coalition des forces socialistes ? Ces principes, qu'on me les montre. Où sont-ils ? Qui sont-

ils ? Pour ma part, je ne les connais pas. Je ne connais que la lutte de classe, principe d'organisation et règle de tactique, à quoi en fin de compte tout socialisme se ramène. Et de même que, dans une grève, les syndicats rouges qui la mènent font appel à tous les travailleurs sans vouloir distinguer entre les rouges et les autres, de même dans la bataille électorale, les communistes ont le droit de faire appel — et cela dès le premier tour, à plus forte raison au second — à tous ceux qui s'intitulent socialiste, même si ceux-ci sont encore empêtrés dans les préjugés démocratiques ou nationaux, même si, dans le mouvement, ils se traînent à l'arrière-garde. Ils ont à leur faire comprendre que l'ennemi commun, l'ennemi héréditaire, c'est le bourgeois, et que l'unique principe, c'est, comme je l'ai déjà dit ici-même, d'appréhender et de battre l'ennemi partout où il peut être appréhendé et battu.

Lorsque, sans louches tractations, sans compromissions avilissantes, nous aurons infligé au Bloc National — cette Boulange sans cheval noir et sans cocarde, cette répugnante Boulange de la bourgeoisie aux abois — une défaite retentissante, en quoi, je le demande, le principe de la lutte de classe en sera-t-il affaibli ? J'estime qu'il en sera au contraire renforcé. La défaite du Bloc apparaîtra aux yeux les moins exercés dans sa signification plénière : comme une victoire de cette classe ouvrière à l'avant-garde de laquelle combattent les communistes ; et nul ne pourra s'y tromper.

**

La lutte de classe, elle est partout où il y a des travailleurs qui, ayant secoué pour eux-mêmes le joug des influences bourgeoises, non moins lourd que le joug des servitudes économiques, parlent et agissent en révolutionnaires conscients.

Révolutionnaires conscients, ils l'étaient ces 7.000 ouvriers et paysans savoyards qui, faute de pouvoir faire triompher le communiste Just Songeon ont assuré au second tour l'écrasement du candidat cléric-nationaliste. Révolutionnaires conscients, ils le sont aussi, ces communistes parisiens qui, dans le deuxième secteur, appellent à s'unir à eux contre les candidats de la Boulange bourgeoise les électeurs non-communistes de Jean Bon-Dejeante et de Maurin-Mauranges. La lutte de classe n'est pas en effet un dogme immuable et hiératique ; la lutte de classe, c'est la révolution prolétarienne en marche ; elle n'a pas qu'une tactique en son sac, elle en a cent, elle en a mille. Ces paysans communistes de Savoie qui s'unissaient hier pour un jour seulement aux petits bourgeois radicaux, ces ouvriers communistes de Mémil-montant et de Charonne qui appellent à eux tous ceux qui se réclament d'un idéal socialiste, ce sont pourtant les mêmes qui établiront à leur heure la dictature du prolétariat ; question de puissance, question de temps,

question de circonstances. A chaque jour suffit sa peine. Ce qui importe, c'est de ne pas reculer, de ne pas piétiner sur place, mais d'avancer toujours, si petitement qu'on avance. Ce qui importe, c'est, de ne pas avoir peur de paraître à certains moments trop peu révolutionnaire, et de n'avoir pas peur non plus de l'être trop, quand il le faut.

La lutte de classe est partout. Elle est actuellement dans le prétoire où dix camarades communistes tiennent tête depuis dix jours à une accusation qui n'a pour elle que la force de ses gendarmes. Procès de classe, s'il en fut jamais, ce procès ; procès unique dans les fastes de la justice bourgeoise depuis le procès des Trente. Aujourd'hui comme en 1894, ce qu'on poursuit, ce ne sont ni des hommes ni des actes ; ce sont des idées, contre lesquelles la bourgeoisie inquiète croit expédient de réagir. Tentative absurde qui n'a jamais réussi dans l'histoire aux gouvernements qui voulurent y recourir ; tentative scélérate de la part de cette bourgeoisie française qui est venue au monde et a grandi dans le sang baptismal de trois révolutions.

Il faudrait recueillir en une sorte de florilège comique tous les étonnants aveux tombés des lèvres augustes du président Drioux. En voici deux dans le métal desquels la propagande se taillera des armes :

— *Le complot, c'est de propager des idées comme celles-là (les idées du Comité de la III^e Internationale).*

— *Pourquoi la C.G.T. n'est pas poursuivie ? C'est parce qu'elle n'adhère pas à la III^e Internationale. C'est parce que, bien plus, elle est en train d'expulser de son sein ceux qui y adhèrent.*

Ajoutez à ces déclarations l'aveu dépouillé d'artifice qu'a laissé échapper l'avocat général Bloch-Larroque :

— *L'accusation n'a pas besoin de témoins. Les opinions des accusés lui suffisent.*

D'où il résulte avec une évidence parfaite que le complot, c'est ou bien d'adhérer à la III^e Internationale, ou bien d'en propager les idées.

Mais alors pourquoi donc dix accusés seulement ? Pourquoi pas 150.000 ? Pourquoi pas le Parti Socialiste tout entier ? Pourquoi pas tous les syndicalistes révolutionnaires ?

La bourgeoisie met hors la loi le communisme. De quoi aurait-elle à se plaindre si demain le communisme triomphant la mettait à son tour hors la loi ?

Il la mettra, plus modestement, dans l'impossibilité de nuire.

Comme l'a dit lapidairement Pierre Monatte, ces poursuites n'empêcheront pas le destin. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire qu'une classe dont la « mission » est terminée, ait pu tenir longtemps contre l'effort de celle qui doit lui succéder.

Le règne de la bourgeoisie est fini. Fini,

parce que le régime de production capitaliste a fait son temps ; fini, parce que la poursuite anarchique du profit privé n'assure plus au monde, dont les besoins grandissent, des produits assez abondants ; fini, parce que l'impérialisme des nations exportatrices et colonisatrices à outrance entraîne les peuples dans de terribles guerres qui les épuisent et que les peuples en ont cette fois assez ; fini, parce que tous les grands Etats sont à la veille des pires catastrophes financières, parce que les classes moyennes sont partout menacées de ruine, parce qu'enfin le prolétariat révolutionnaire n'attend plus qu'une occasion (qui lui sera probablement fournie par la banqueroute) pour s'emparer du pouvoir politique et réorganiser de fond en comble la société.

C'est cela le destin annoncé par Monatte, et je ne vois pas bien le président Drioux, sa petite balance et ses faux poids à la main, arrêtant l'heure fatidique.

Si le communisme d'aujourd'hui, comme l'anarchisme d'il y a trente ans, n'était qu'en des minorités infimes et dispersées, peut-être ! Mais il est dans les masses et il est partout. Il est dans les assemblées délibérantes où vainement les chargés d'affaires de la bourgeoisie lui lancent l'anathème, dans les prétoires où les juges rouges et noirs sont par lui jugés, dans les batailles électorales, dans les syndicats, dans les grèves, dans les préoccupations de tous les gouvernements, dans le message d'hier du président Harding... Il est la terreur des classes dominantes, l'espérance et la foi des classes et des races opprimées. Qu'il sorte absous ou condamné des assises de la Seine, que le suffrage du peuple de Paris l'élise ou le repousse, il est invincible, comme le prolétariat héroïque dont il est l'âme militante. C'est lui qui finalement, aura le dernier mot.

AMEDUNE.

La Conférence de Vienne

Depuis la fondation à Moscou de l'Internationale Communiste, on pouvait compter avec l'existence permanente de deux internationales. L'une, représentant un mouvement de réformes démocratiques et sociales, d'esprit petit-bourgeois, groupe les débris de la 2^e Internationale, dont les dirigeants se sont laissés lier à l'œuvre de guerre et en partagent toutes les responsabilités, — l'autre, réunissant en un solide faisceau les partis qui se réclament des principes énoncés au Congrès constitutif de Moscou (action directe des masses, lutte de classes sans compromissions avec la bourgeoisie, instauration du socialisme par la dictature prolétarienne et le système des conseils) et qui acceptent en outre les 21 conditions, destinées à rendre impossibles les adhésions de pure forme et à protéger la 3^e Internationale contre une invasion des opportunistes échappés au naufrage de la 2^e.

Nous voici, depuis quelques jours gratifiés d'une nouvelle Internationale, l'Internationale 2 1/2, l'Internationale centriste, l'Internationale de « l'élite », l'Internationale du chaos.

La fondation de cette Internationale, qui paraissait improbable alors que ses fondateurs déclaraient vouloir entrer dans la 3^e, devenait inévitable du jour où un verrou était mis à la porte du Kremlin. Ainsi, l'Internationale numéro 2 1/2 est composée, comme le dit Longuet, « d'éléments qui ont voulu passionnément s'unir à Moscou, mais auxquels Moscou a rendu l'adhésion impossible » ; autrement dit, elle se compose, non de ceux qui n'ont pas voulu aller à Moscou, — comme nos résistants de la première heure, — mais de ceux que Moscou n'a pas admis. Ils ne veulent pas de la 2^e, et la 3^e ne veut pas d'eux.

Entre la 2^e Internationale, « qui a abdiqué toute volonté révolutionnaire et tout idéal social » et la 3^e Internationale, « qui attire les anarchistes et les nationa-

listes d'Orient... et poursuit la division et la haine entre socialistes », toujours d'après Longuet, l'Internationale 2 1/2 prétend être une Internationale d'action, le germe d'une Internationale plus vaste, le centre de cristallisation qui offre le plus de chances au groupement universel du prolétariat. « Nous voulons, dit Adler, jeter les bases d'une Internationale qui réunisse toutes les communautés et soit vraiment une Internationale du prolétariat tout entier ».

Indéniablement, les délégations de Vienne composaient une assistance choisie et représentaient « l'élite » du mouvement, les « meilleurs éléments » du socialisme révolutionnaire. A tout seigneur tout honneur. Voici d'abord les Autrichiens, initiateurs de cette entreprise de reconstruction : Hueber, le Legien de Vienne, l'ex-président Seitz, Fritz Adler, Otto Bauer, chassés de leurs fonctions gouvernementales le jour où les capitalistes purent se passer de leurs bons offices. Puis, entre le Reconstructeur de gauche, Grimm, un instant adhérent à la 3^e Internationale, et le social-patriote Renaudel, c'est toute la gamme des nuances centristes : Dittmann, Dissmann, Crispian, Hilferding, Longuet, Bracke, Paul Faure, Grumbach, Martov, Buxton, Wallhead, Roman et Schreiber, un ami de Pilsudsky.

Il n'eût tenu qu'à nous, dit Longuet, d'augmenter le nombre de nos adhérents. Evidemment, la Reconstruction n'a pas de limites naturelles à droite, mais puisque la conférence n'a pas voulu admettre quelques réformistes restés dehors, pourquoi n'a-t-elle pas exclu les indésirables qui s'y étaient faufiletés et ont largement tenu leur place ?

L'ordre du jour comportait trois questions essentielles :

Dictature et Démocratie.

La lutte internationale contre la réaction.

L'Impérialisme et la Révolution sociale.

On cherchera inutilement, dans le compte rendu des débats, la vigueur doctrinale et la netteté des résolutions. Dans le discours d'Adler, en particulier, que l'on dit « magistral, plein d'idées et d'une belle tenue littéraire », on voudrait trouver, en termes précis, en mots qui déterminent et qui définissent, l'expression d'une doctrine claire, d'une tactique nette et des vues fermes sur l'avenir. C'est en vain.

Dès que les reconstruc-teurs veulent se mettre d'accord, tous les problèmes deviennent compliqués, toutes les questions deviennent insolubles ; l'accord ne peut être obtenu qu'en recouvrant les arguties et les chicanes du vague des formules qui satisfont tout le monde et ne compromettent personne.

Sur la question « *Dictature ou Démocratie* », le Congrès n'a pu aboutir à une formule nette et précise. « La réponse exacte à cette question ne pourrait être donnée que par les événements eux-mêmes », a déclaré Adler. Phrase vide de sens ! Ecra-sant aveu d'impuissance ou de scepticisme. Des mots Des « si » et des « mais », Sur la condition primordiale de la réalisation du socialisme, aucun principe, sinon l'absence de tout principe ! Dictature ou Démocratie ? Ni l'une, ni l'autre ! répondent sans rire les augures de Vienne. Et quand Schreider propose de reconnaître les soviets comme forme de gouvernement, Adler répond que les informations manquent sur ce grave sujet, et il propose... d'attendre !

La question de l'impérialisme fut, sur la proposition de Renaudel, renvoyée à une commission siégeant à huis-clos et qui fut le théâtre de polémiques violentes. En séance, l'Anglais (Wallhead) provoque de la stupeur en déclarant que la bourgeoisie anglaise restera toujours fidèle aux principes démocratiques. Mais ce patriote britannique, qui n'eut pas une parole de sympathie pour les peuples actuellement en révolte contre l'impérialisme anglais, trouva son maître en la personne de Renaudel, qui vint dire que « la réaction française est à tort qualifiée d'impérialiste », qu'elle pratique seulement une politique de la peur, vivant dans l'angoisse d'une agression allemande, et que d'ailleurs la France a fait une paix sans annexions. Ce langage valut, de la part des Autrichiens, des Anglais (!) et des Suisses, d'amers reproches au parti français pour son manque d'esprit internationaliste, sans d'ailleurs que ce mécontentement tirât à plus de conséquences. Il fut décidé en outre qu'une protestation contre les traités de Versailles et de St-Germain ferait l'objet de pourparlers entre les partis français, anglais et allemand.

Le faux internationalisme des reconstruc-teurs se manifeste toujours à propos de l'indépendance et de la liberté d'action des sections nationales. Au rebours de la 2^e Internationale, qui ne représentait qu'un lien fédératif très lâche entre des organisations disparates, la 3^e est vraiment un parti communiste international, avec un but et des moyens exactement définis et formulés. Or, Adler propose tout simplement le retour à ce fédéralisme, qui fit la faiblesse de la 2^e Internationale. On connaît sa théorie d'une Internationale constituée, non à la manière d'un parti, mais à la manière des conseils ouvriers

autrichiens, « où tous les représentants de la classe ouvrière, quelle que soit la différence qui existe dans tre eux, pourraient collaborer... Ni le prolétariat russe, ni le prolétariat anglais ne seront forcés de s'engager à exécuter à priori tel ou tel programme ». L'Internationale de Vienne serait donc un point de contact entre tous les partis ouvriers, une communauté pouvant examiner toutes les questions internationales devant le prolétariat. C'est dire que l'Internationale de Vienne, tout comme celle de Huysmans et de Vandervelde, pourra peut-être prendre des décisions, mais que les partis adhérents ne les exécuteront pas.

Quant à la reconstitution d'un front prolétarien unique, sous la direction du bureau de Vienne, elle pourra se faire d'une part, en renseignant le prolétariat sur toutes les questions mondiales. D'autre part, en entrant en relations avec l'Internationale de Moscou et aussi avec les masses ouvrières représentées dans la 2^e Internationale. Toute la reconstruction de l'Internationale, dit Adler, est une question de patience. Et Martov, que jusqu'ici nul ne soupçonnait d'être un pince-sans-rire, de conclure par ces mots : « Notre œuvre a réussi, le prolétariat européen tourne le dos aux bolcheviks ».

Ainsi la confusion, l'irrésolution et l'impuissance restent les caractéristiques de la « Reconstruction » internationale. Les Centristes comprennent qu'ils n'ont aucune chance de reconstituer une Internationale sans s'appuyer sur celle de Moscou, ou, en cas de refus de ce côté, sur celle de Londres. Ils veulent entrer en relations avec Moscou, mais ils ne valent plus leur préoccupation intime qui fut toujours de se soustraire aux conditions d'adhésion et pour cela de se grouper, afin de traiter avec Moscou de puissance à puissance. Crispin, à Vienne, pour s'excuser d'être allé en Russie, n'a-t-il pas dit qu'il n'avait poursuivi qu'un but : influencer du dedans l'Internationale Communiste ? Et devant ces manœuvres et ces menaces de chantage, la 3^e Internationale pouvait-elle faire autre chose que renforcer son intransigeance ?

« Si vous prenez les conditions au sérieux, je ne puis pas être du voyage », cette déclaration de Paul Faure à Tours résume admirablement la pensée de tous les centristes, qui adhéraient volontiers à la 3^e Internationale, mais à condition que les principes restent lettre morte.

Nous! retrouvons donc à Vienne, dégagées et pures de tout alliage, toutes les tares et toutes les faiblesses du Centre : esprit de juste milieu, d'hésitation, de scepticisme, — incompréhension, — divorce entre la parole et l'action, — désaccord interne sur les questions essentielles.

Esprit de « juste milieu », cette politique d'éternelle expectative, cette attitude de conciliation purement formelle, cette neutralité boiteuse entre les extrêmes !

Incompréhension, cet appel pué-ri- et obstiné à « l'idée unitaire », à l'unité pour elle-même, alors que ce qui fait la force du mouvement, c'est, non l'unité de façade, mais l'unité de tactique et de principe des révolutionnaires. Vouloir concilier les con-

traires, c'est se vouer à l'inaction et aux luttes intérieures stérilisantes. Incompréhension encore, cette obstination à ne voir dans le trouble de la situation présente que l'influence néfaste des ordres de Zinoviev et le résultat du « sectarisme » de Moscou :

Pour dissiper l'équivoque entre la pratique réformatrice et la phraséologie révolutionnaire, il faut autre chose que des appels à l'unité. Or l'accord est loin de régner au camp des Reconstructeurs. Pour Adler, la Reconstruction est une œuvre de patience et il faut entamer des pourparlers avec Moscou. Pour le menchevik Abramovitch, l'Internationale Communiste est une ennemie à qui l'on doit déclarer la guerre ouverte. Adler, dans son discours inaugural, demande aux délégués de ne pas parler de la guerre, sujet trop brûlant, à propos duquel ils ont tant à se pardonner mutuellement. Renaudel et Bracke veulent lancer un appel en faveur de la Géorgie, ce paradis menchevik, d'autres délégués s'y opposent ; et Grimm exprime cette constatation : « Il faut reconnaître ouvertement que les délégués au Congrès n'ont pas les mêmes opinions ».

•••

Les Reconstructeurs n'abandonneront leur position d'équilibre que pour *pencher à droite* et *glisser vers la 2^e Internationale*, vers ses conceptions, ses méthodes, son personnel, vers ces hommes du genre de Renaudel jugés compromettants parce que trop réformistes, mais qui sont allés à Vienne, s'y sont affirmés, imposés, et dont on connaît suffisamment les desseins inavoués.

La condamnation des méthodes de la Révolution russe ;

L'apologie de l'action légale et réformatrice ;

La glorification de la Défense nationale ;

La solidarité pleine et entière avec l'Internationale jaune d'Amsterdam ;

La calomnie contre les communistes, représentés comme des forcenés ignorants et serviles, tels sont aujourd'hui les mots d'ordre de la 2^e Internationale.

Or la séparation de l'Internationale de Vienne d'avec la politique de guerre, la terreur à la Noske, la politique coalitionniste de Scheidemann et le ministérialisme de Thomas n'est pas tellement nette que nous ne puissions prévoir à brève échéance une fin lamentable dans la confusion et l'impuissance ou une absorption par l'Internationale réformatrice.

D'ailleurs, le langage hésitant employé par les centristes, quand ils essaient de débrouiller le problème international, fait place à un vocabulaire plus énergique quand il s'agit de réprocher « les folles conceptions moscovites », la discipline tsariste de la 3^e Internationale » et « le flot de mensonges venu de Moscou ». Qu'on le veuille ou non, le cycle de l'évolution des mencheviks commence par une rupture avec la gauche et se termine par l'alliance avec les gardes blancs.

Mais le plus grave symptôme de la solidarité fondée des Internationales n^{os} 2 et 2 1/2 consiste dans

leur attitude vis-à-vis de l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Accorder une valeur quelconque de transformation sociale à un groupement dont les dirigeants, serviteurs honteux des gouvernants bourgeois, empoisonneurs du syndicalisme, ont perdu toute qualité pour agir avec vigueur et indépendance au nom de la classe ouvrière, c'est une lourde faute, qui contient en germe toute la suite logique des compromissions et des abdications. La solidarité avec l'Internationale d'Amsterdam, telle que Dissmann l'a exposée à Vienne, exprimant ainsi la pensée de la majorité, sinon de l'unanimité des délégués présents, c'est plus qu'un trait d'union entre les Internationales n^{os} 2 et 2 1/2, c'est entre elles une alliance offensive et défensive contre le Communisme, contre l'action révolutionnaire dans les syndicats, c'est l'expulsion des syndiqués communistes, désirée, exigée, appliquée en commun par les hommes d'Amsterdam, de Londres et de Vienne.

Le principal intérêt des débats de Vienne, c'est la justification qu'ils apportent des méthodes de la 3^e Internationale. L'Internationale Communiste a rompu avec les partis centristes pour éviter aux sections adhérentes le cauchemar des dissensions stériles. Là où les centristes pouvaient éviter la rupture avec la gauche, — comme dans le parti français — le choix qu'ils ont fait montre à quel point l'Internationale voyait juste en condamnant leur politique hésitante et en proclamant que l'union des forces communistes, prélude de la victoire prolétarienne, n'est possible que par une rupture préalable avec les centristes. La 3^e Internationale ne voulait perdre ni son temps, ni ses forces dans des conflits internes. Elle doit être une organisation unifiée, homogène et disciplinée, ou elle ne sera pas.

L'Internationale Communiste réalisera l'entente et l'entraide des prolétaires, parce qu'elle possède l'unité de pensée, la discipline stricte, et qu'elle est capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la Révolution mondiale.

En face d'elle, l'Internationale de Vienne, qui ne peut arriver, ni à l'unité de doctrine, ni à l'unité d'action, apparaît comme un lamentable avortement... et une misérable duperie.

KERO.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

La Littérature et la Révolution russe

Lorsque la révolution de Novembre éclata en Russie, la bourgeoisie du monde entier se mit à crier que les bolcheviks n'étaient que des barbares, qu'ils allaient détruire la vieille culture, les institutions scientifiques, les maisons d'édition, les écoles, etc.

La connaissance, même superficielle, du mouvement littéraire actuel en Russie, montre le mensonge conscient et la haine de classes qui étaient contenus dans ces assertions. Deux ou trois semaines après la révolution et immédiatement après l'établissement du Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique, était organisé un département de publications littéraires, qui, très rapidement et en dépit de toutes les difficultés dues à la guerre civile, déploya une activité considérable.

La Russie, par rapport à la culture, est un des pays les plus arriérés du monde. Les masses paysannes ont toujours été tenues à l'écart de toute littérature. Les bibliothèques populaires ne contenaient que des livres sévèrement triés par les censeurs tsaristes, avec le but de renforcer les fondements de l'autocratie, de l'orthodoxie et du nationalisme. Bien des ouvrages scientifiques étaient interdits, presque tous les livres étaient inaccessibles à la masse à cause de leurs prix élevés. Les *zemstvos* qui par hasard essayaient de fournir au peuple de bons livres rencontraient toujours toutes sortes d'obstacles de la part des autorités. Le Commissariat du Peuple à l'Instruction fut donc obligé de prendre sur lui la tâche de faire connaître au peuple les trésors littéraires créés par les éléments progressifs de la société russe dans leur lutte contre le régime tsariste.

Dans cette sphère, la littérature russe possède bien des œuvres immortelles, capables, aussi bien par leur valeur artistique que par leur ardente protestation contre l'oppression de l'ancien régime, d'enflammer les cœurs d'enthousiasme et d'espoir en un avenir de lumière et de bonheur. La littérature russe a toujours été une sorte de journal des misères et des luttes de l'élite du peuple. Vers la fin de décembre 1917, le Comité Central Exécutif abolit la propriété privée sur tous les classiques russes, le Commissariat du Peuple à l'Instruction prépara leur publication. Le décret disait : « Dans le choix des ouvrages les éditeurs devront se guider avant tout sur les besoins du peuple travailleur, à l'intention de qui ils seront publiés. Chaque édition complète ou partielle doit contenir une introduction autorisée écrite par un critique, un historien de la littérature, etc. ». Une commission spéciale sera créée pour l'édition de livres populaires, composée de représentants des organisations pédagogiques, littéraires et scientifiques, de spécialistes et de délégués des organisations ouvrières. La tâche de cette commission de contrôle et d'édition, consiste à ratifier les plans et les projets d'édition et les commentaires présentés pour approbation par les

éditeurs. Ayant ainsi fait le nécessaire pour adapter ses publications à l'esprit du peuple, tout en respectant les exigences strictement scientifiques, la commission d'édition se trouva placée devant un troisième problème, celui du bon marché. Le décret disait : « Les éditions populaires des classiques doivent être publiées et répandues à des prix très bas, et même gratuitement, par l'intermédiaire de bibliothèques desservant la démocratie ouvrière ». Certes il ne pouvait encore être question de publier des œuvres nouvelles. D'une part la guerre contre l'impérialisme allemand et la lutte formidable avec la contre-révolution rendaient impossible un travail littéraire sérieux. D'autre part, ceux qui se tenaient à l'écart de la lutte des masses travailleuses contre la bourgeoisie, ne produisaient rien, que des pamphlets et des caricatures haineuses du prolétariat russe et de la grande révolution de novembre.

Pour faire connaître au peuple tous les progrès de la civilisation du passé, on décida de publier les œuvres de Pouchkine, Lermontov, Gogol, Tolstoï, Tourguénev, Dostoïevsky, Gontcharov, Grigorovitch, Ostrovsky, Ouspensky, Zlatovratsky, Rechetnikov, Levitov, Saltykov, Tchekhov, Nekrassov, Nikitine Nadson, Plechtcheïev, Fet, Sourikov, Ryleïev, et autres. C'étaient des poètes et des romanciers ; parmi les ouvrages de critique littéraire on publia les suivants : Belinsky, Tchernichevsky et Herzen. On envisagea aussi la publication des ouvrages de Lavrov, Mikhaïlovsky, Dobrolioubov et Pissarev. Les ouvrages de Lavrov, le théoricien du socialisme-révolutionnaire, furent remis sur leur demande à des membres du parti des S. R., qui ont déjà publié une vingtaine de tomes sur les cinquante que cet auteur a écrits.

Une commission littéraire fut formée par les quelques hommes de lettres qui ne s'étaient pas laissé entraîner par le courant de sabotage prédominant à l'époque. Brussov, Bloch, Veressaïev et autres entrèrent dans ce comité. On demanda à Brussov, de préparer une nouvelle édition de Pouchkine, de Tchaïkovsky, de Nekrassov. On forma également une commission artistique comprenant entre autres Benoit et Grabar, les historiens d'art bien connus. Le résultat de ces efforts fut que nous avons actuellement, pour tous ces auteurs, des éditions non défigurées par le crayon bleu de l'infâme censure. Jusqu'à quel point de ridicule cette censure était allée on peut le voir dans un des poèmes de Nekrassov racontant l'histoire d'un paysan qui s'était pendu. Le texte de l'ancienne édition était : « Il était assis », alors que l'original portait : « Il était pendu » ; à la place du mot « stone » (gémissement), il y avait dans un poème le mot « sone » signifiant « rêve ». Des passages entiers étaient complètement supprimés, d'autres défigurés. A présent l'original a été complètement rétabli et le peuple russe peut lire du Nekrassov authentique, du vrai Pouchkine, la véritable *Résurrection* de

Tolstoï non censurée et bien d'autres ouvrages littéraires.

Mais comme la préparation de nouvelles éditions demande beaucoup de temps et des conditions de travail plus paisibles, une partie de la littérature classique a été réimprimée sur de vieux clichés, la commission choisissant évidemment les meilleurs.

Toute cette littérature a été publiée, au cours de l'année 1918 et pendant les premiers mois de 1919. Chacun des auteurs classiques a été tiré, selon son degré de popularité, de 25 à 100.000 exemplaires et a été vendu au prix de 2 roubles 50 le volume de 600 pages, à une époque où le pain sur le marché libre coûtait 4 roubles la livre.

On a également publié beaucoup de littérature étrangère comme par exemple : *Les Dieux ont soif*, d'Anatole France, *Jean Christophe*, de Romain Rolland, des œuvres de Mérimée, Walter Scott, Giovanni Olai, Zola, *Les pêcheurs*, d'Upton Sinclair, *La Jungle*, de Woinitch, etc. En même temps qu'on publiait des romans, on se préoccupait d'offrir au peuple des ouvrages scientifiques et de vulgarisation scientifique. N. Rosanov a commencé à publier l'édition complète des ouvrages de Plekhanov sous le titre général de *Bibliothèque du socialisme scientifique*. Entre autres ouvrages de cette collection, on publia également quelques livres de Bebel et un certain nombre d'ouvrages de Kautsky écrits à l'époque où ce dernier était marxiste révolutionnaire ; la collection complète des ouvrages de Marx et Engels a été commencée et certaines parties en ont déjà été publiées. Deux grands volumes du *Cours d'économie publique* de Bogdanov et Stepanov ont également été publiés, en même temps qu'une histoire de la Russie de Pokrovsky en cinq volumes et une édition presque complète des ouvrages du célèbre historien Klioutchevsky. Plusieurs livres sur l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et des révolutions dans l'Europe occidentale de Jaurès, Aulard, Bloss, Louis Blanc, Aeretier, etc., ont aussi été publiés.

Actuellement se publie une série de vulgarisation scientifique. Elle est faite en collaboration par les auteurs suivants : professeur Timiriazev (botanique), Mme Timiriazev (physique), Walden (chimie), Wolff (minéralogie), Mikhaïlov et Blachkov (astronomie), Berg (géographie), etc. On a réédité dans cette série quelques-uns des ouvrages admirables du botaniste Timiriazev : *Charles Darwin et sa doctrine*, la fameuse *Vie des plantes*, etc. D'autres encore sont sous presse.

Sous le titre général de *Théorie et pratique de l'école unique de travail*, ont paru les ouvrages pédagogiques des maîtres de l'Europe occidentale et de l'Amérique. Dans ce groupe sont les ouvrages de Seidel (Zurich), Kerschensteiner (Munich), Gurditte (Munich), Gerlach (Brême), Hansberg (Brême), Perrier (Genève), Hall (Amérique), Findly (Manchester), Beady (Londres), Montessori (Rome), Schutz et Ruhle (Allemagne). A ces ouvrages s'ajouteront les travaux contemporains sur l'école de travail des auteurs russes Blonsky et Lévitine.

Outre les éditions du Commissariat, il y avait encore celles du Comité Central Exécutif, comprenant surtout de la littérature de propagande,

et enfin celles du Comité Central du Parti Communiste, publiant des ouvrages de littérature marxiste.

Au printemps 1919, le tout a été réuni dans « l'Édition d'État ».

Dans cet intervalle, la révolution a profondément pénétré notre immense Russie, et la demande de littérature de propagande, de feuilles volantes, de placards, etc., est colossale. Naturellement la publication des auteurs classiques a été renvoyée au second plan. Mais des brochures ont été publiées en 200.000 exemplaires chacune, et des livres aussi indispensables que l'*A B C du Communisme*, de Boukharine et Preobrajensky. (un volume de 340 pages), ont été publiés en un million et demi d'exemplaires. Ces temps derniers ont commencé à paraître des publications des divers Commissariats ; beaucoup de livres, de feuilles volantes, de brochures et de placards ont été publiés par le Commissariat du Peuple à l'Agriculture et celui de la Guerre.

Actuellement l'« Édition d'État » a tellement développé son activité, que son travail ne peut être jugé que par les catalogues et le *Bulletin du livre* publié par la Maison du Livre. Depuis le livre sur l'élevage du cochon et sur la manière de ferrer les chevaux jusqu'aux ouvrages scientifiques modernes et aux utopies sur la vie sociale dans 30 ou 50 ans, tout y figure.

Ces publications sont éditées de 5.000 à 100.000 exemplaires selon les sujets et selon les lecteurs auxquels ils sont destinés ; on publie les ouvrages scientifiques en 5.000 exemplaires, certains autres en 10.000 et les ouvrages populaires parfois jusqu'à 100.000 et plus (1).

Mais malgré tout la Russie souffre d'une disette de livres et il est excessivement difficile de satisfaire les besoins des particuliers. Nous avons actuellement environ 50.000 bibliothèques et à chacune d'elles l'organe central de distribution doit fournir un exemplaire ou plusieurs de chacune des publications, selon la bibliothèque et le livre en question. Et combien de livres devraient encore être distribués dans l'armée et dans les rues où les ouvrages imprimés n'ont pas encore pénétré en quantité suffisante !

Ce n'est qu'à présent, après la fin de la guerre lorsque nous pouvons enfin nous mettre à l'ouvrage, réorganiser notre industrie du papier et restaurer nos imprimeries, lorsque nos camarades ont enfin la possibilité de faire du travail littéraire, ce n'est qu'à présent que nous pourrions satisfaire ce grand besoin dans la plus large mesure. Notre peuple révère les livres et en est assoiffé.

Trois comités ont été créés et travaillent actuellement : 1° à des recherches sur la guerre impérialiste ; 2° à l'histoire du Parti Communiste et 3° à l'histoire de la révolution russe.

Ayant énuméré autant que l'espace nous le permet les différentes publications et indiqué leur nombre, nous voudrions à présent attirer l'at-

(1) Selon son rapport de janvier 1921, la succursale de l'Édition d'État à Petrograd a publié 1.107 livres comprenant un total de 49.649.600 exemplaires de romans 1.435.000 exemplaires et 20 ouvrages mixtes, en 417.000 exemplaires. Moscou en a publié un nombre et une variété à peu près égal.

tention de nos lecteurs sur un autre aspect de la question, à savoir sur le travail fait par la classe ouvrière, plus spécialement sur le prolétariat et sur les écrivains qu'il a produits.

Il va sans dire que la révolution n'a pas encore pu produire des savants et que nous n'aurons pas à parler d'ouvrages scientifiques. L'ouvrier d'Occident peut encore attraper quelques miettes de savoir, juste assez pour soigner sa machine et faire son travail, mais le prolétariat russe avait vécu tout à fait étranger à la lumière du savoir et seuls quelques individus, militants du parti, avaient pu acquérir quelques notions se rapportant principalement à leur action politique. A présent tous, dans une mesure plus ou moins grande, prennent part à la publication des journaux soviétistes dans presque toutes les villes. Tout le journal, souvent sans l'aide des comités, ni des intellectuels, est fait par des prolétaires : articles de fond, informations, feuilletons et chronique littéraire. Dans bien des endroits le journal est dirigé entièrement par les nouveaux éléments émergés grâce aux efforts de notre révolution prolétarienne.

D'autre part, le prolétariat a fait un travail considérable dans le roman et la poésie. Avec ou sans le secours du « Proletcult » (Institut de culture prolétarienne), des écrivains prolétaires ont surgi, parmi lesquels on doit mentionner : Gâster, auteur d'une série de poèmes et de contes intitulés *La poésie de l'effort du travail*, Bessalko, auteur des romans *Inconsciemment*, *La catastrophe*, *La vie*, *L'enfance de Kouska*, *Le tailleur de pierres*, Samotchitnik, *Sous le drapeau rouge*, Sedofiev, *Des vers dynamiques*, Pomorsky, *Fleurdévolte*, Kirillov, *L'aurore de l'avenir*, Berdniko, Arski, Tichmiro, Kaj, Tarasso, Ontsoli, Kouznetsov, Guerassimov, Alexandrovsky, Lokhtion, Malachkine, Stepnol, Belotserkovsky, Kasine, Rodov, Filiptchenko, Kotomky, Erochine, Loguinov et bien d'autres. Les paysans aussi ont donné des poètes dans leur milieu : Oriechine, Kliouev, Essénine, Klitchkov, hommes d'un grand talent, et plusieurs poètes de moindre importance.

Une lutte d'idées est engagée entre les poètes du prolétariat et ceux des paysans. Les premiers essaient d'exprimer la conception communiste tandis que les derniers en sont encore à l'idéologie petite-bourgeoise révolutionnarisée.

Avant la révolution de novembre, les poètes exprimaient surtout la dureté de la vie et l'exploitation, maudissant leur esclavage et rêvant d'une lutte pour un avenir plus heureux ; parfois leur rêve était purement rustique et d'un idéal bourgeois étroit. Tout en réfléchissant les idées de leur classe, les poètes ouvriers n'exprimaient pas tant leur propre idéal communiste que celui des révolutionnaires démocrates ; mais après la révolution de novembre, leur poésie devint révolutionnaire-communiste au lieu d'être purement révolutionnaire comme avant.

Les ouvriers ne maudissent plus la ville comme un vampire qui suce leur sang. La ville est le grand pont vers le triomphe et l'émancipation, de l'homme, la forge gigantesque où une nouvelle vie heureuse se prépare. L'ouvrier poète voit dans la ville l'aurore d'une ère nouvelle et superbe-

ment magnifique. L'usine n'est plus un lieu d'exploitation. Là « chaque homme est devenu un poète enthousiaste du son de la forge, un Titan aux ailes puissantes, le Titan de l'avenir qui point ».

Le travail ne tue pas la pensée et les sentiments de l'ouvrier. Non, au contraire, il vaincra tout et créera de nouvelles lois. La machine n'est plus un instrument de soumission, sa fumée et son bruit sont des chants, un puissant appel à la vie, au soleil et au combat. Et l'ouvrier poète s'identifie lui-même avec ses machines. « Nous sommes le fer », dit-il.

Sans abandonner son caractère de propagandiste militant, plein de certitude et de triomphe, l'ouvrier commence à réfléchir sur la nouvelle vie, à comprendre la force de la collectivité prolétarienne et à sentir profondément ses thèmes, il leur donne une tendance sociale philosophique afin d'organiser plus complètement et plus solidement le sentiment et la pensée du prolétariat dans sa voie victorieuse vers l'idéal communiste.

Les poètes paysans chantent encore les chansons de leurs pères, mais non plus comme des esclaves maudissant leur vie, mais comme des aigles libres ; ils aiment toujours chanter la vie rustique et la nature, mais parmi eux aussi, a commencé à prendre racine la pensée de transformer la culture des champs en une industrie et de nouvelles idées se forment en eux sur la façon de vivre, sur les relations sociales et sur la conception générale du monde.

Enfin nous voudrions parler de notre nouveau lecteur. Autrefois seuls les intellectuels allaient dans les librairies, seuls ils maniaient les livres et rarement, bien rarement, on y voyait un ouvrier ou un campagnard venu par hasard à la ville. A présent le premier délégué venu à n'importe quel Congrès des Soviets ou de fédération professionnelle se met avant toute chose, à la recherche de la littérature. Il reçoit des ballots de livres et de brochures, et ne reprend place dans son wagon que chargé de publications, satisfait d'avoir pu obtenir ce qu'il cherchait. Il a acquis des bouquins sur l'agriculture, l'horticulture, tout en jetant un regard sur les livres scientifiques et en se disant : « Maudits bourgeois, c'est votre faute si je ne comprends pas ce qui est écrit là-dedans ». Il veille jalousement sur ses livres, jetant de temps en temps un coup d'œil sur ses bagages, dans la crainte que quelqu'un ne lui emporte par mégarde son trésor. Après avoir soigneusement parcouru une brochure sur l'élevage du bétail, il tourne les pages de l'Internationale Communiste avec la crainte de les tacher et il dit à son voisin :

« La Russie travailleuse lit, elle pense et construit une nouvelle vie, en refaisant, en comparant et en aimant le livre, son ami. »

Jadis Nekrassov demandait dans son fameux poème : « Viendra-t-il jamais, le temps où notre paysans achètera au marché non plus les histoires stupides sur Blucher et Mylord, mais les ouvrages de Biéliniski et Gogol ? »

« Nous y sommes arrivés. Le peuple achète et lit l'Internationale Communiste. »

LEBEDEV-POLIANSKY.

L'Irlande révolutionnaire et le Communisme

On attribue pour deux raisons une importance toute particulière au rôle de l'Irlande dans le mouvement communiste international : 1° par suite de la situation stratégique de ce pays à l'égard de l'Angleterre, qui est le siège central de l'impérialisme britannique ; 2° par suite de l'influence du développement politique de l'Irlande sur la masse de ses nationaux disséminés en Angleterre et aux Etats-Unis.

Il nous semble important de faire un exposé succinct du mouvement ouvrier et socialiste irlandais et de dépeindre les personnes qui ont joué et jouent encore un rôle plus ou moins important dans ce mouvement. L'histoire moderne du mouvement ouvrier irlandais ne commence, à vrai dire, qu'à l'arrivée de Jim Larkin dans ce pays, en 1907. Jusqu'à cette date, le nombre des ouvriers irlandais, organisés en syndicats, était insignifiant ; encore, se trouvaient-ils (dans la proportion de 90 % environ), incorporés dans des filiales irlandaises de trade-unions anglaises. Ces membres purement officiels se bornaient au versement régulier de leurs cotisations et n'exerçaient qu'une influence minime ou à peu près nulle, sur la politique des unions, dont les organes exécutifs se trouvaient en Angleterre.

Jim Larkin, dont la personnalité était inséparable du Parti Ouvrier Indépendant anglais, dès l'origine de ce dernier, y apparut comme l'organisateur déjà connu du « Syndicat des Dockers anglais » ; peu après son arrivée, les ouvriers irlandais déclaraient leur première grande grève, à Belfast. Elle fut d'autant plus remarquable que la police y participa. L'excitation fut très grande et nécessita l'intervention d'une force armée très importante. Quelques mois après le règlement du conflit de Belfast, les dockers de Cork se mirent aussi en grève. En manière de protestation contre son attitude envers les grévistes de Belfast, et les mêmes procédés ayant été appliqués à ceux de Cork, Larkin rompit avec le « Syndicat des Dockers anglais » et organisa, sur les bases de l'unionisme industriel, le « Syndicat des Ouvriers des Transports et l'Union des Travailleurs irlandais » (1). Après une série de grèves très mouvementées, ce syndicat se développa dans la plupart des grands ports et des centres industriels du pays. Connolly, rentré d'Amérique en 1910, alla aussitôt voir Larkin, qui se trouvait, à cette date, à la prison de Mountjoy, à Dublin. En résultat de cette entrevue, Connolly se chargea de la direction du Syndicat pour toute la durée de l'emprisonnement de Larkin et, plus tard, quand celui-ci fut remis en liberté, les deux militants unirent leurs efforts. Depuis lors, ils n'ont pas cessé de travailler ensemble, jusqu'au moment où Larkin se rendit en Amérique pour recueillir des fonds, dont avait besoin la caisse du Syndicat, presque complètement épuisée par la grande grève de Dublin, en 1913-1914.

Connolly avait, dans les jeunes années de son

(1) Note du traducteur : Nous traduirons *Irish Labour Party* (I. L. P.) par Parti Ouvrier Irlandais ; *Irish Transport Union* (I.T.) par Syndicat des Travailleurs des Transports ; *General Workers Union* (G. W. U.) par Union Générale des Travailleurs Irlandais ; *Irish Trade-Union Congress* par Congrès des Trade-Unions Irlandaises.

activité politique, participé activement au mouvement socialiste en Angleterre et tout particulièrement en Ecosse. Il était de ces jeunes marxistes intrépides et peu nombreux, qui, aux origines de la Fédération Social-démocrate, avaient refusé de prendre part aux premières manifestations du social-patriotisme et du social-réformisme de Hyndman, pour constituer le Parti Ouvrier Socialiste (Socialist Labour Party), dont il fut l'organisateur et le premier président. Jusqu'à ces derniers temps, il resta en contact permanent avec ce parti et son influence s'exerce encore dans cette organisation qui est une des forces socialistes militantes, si peu nombreuses, de l'Angleterre. En 1896, il rentra en Irlande, y constitua le Parti Socialiste Républicain Irlandais, la première organisation socialiste en Irlande. Il était directeur de son organe officiel — *The Worker's Republic* (*La République Ouvrière*) — grâce auquel la doctrine révolutionnaire du parti commença à gagner peu à peu les masses ouvrières irlandaises. Notons ici que, seul parmi les autres partis, le P.S.R.I. fut le premier à se prononcer ouvertement en faveur de l'instauration en Irlande d'un régime républicain. Ce parti était numériquement faible mais très actif, et tenta, sans succès d'ailleurs, de participer aux élections municipales.

En 1902, Connolly alla en Amérique, voulant en rapporter, pour les besoins du parti, des fonds qu'il se proposait de réunir au moyen d'une série de conférences politiques. Ce but atteint, il demeura quelque temps aux Etats-Unis et participa très activement à la création des I.W.W. et à l'organisation du Parti Socialiste Ouvrier Américain. En 1908, il fonda la Fédération Socialiste Irlandaise d'Amérique et dirigeait son organe officiel *The Harp*, que l'on transporta plus tard en Irlande. En 1910, rentré dans son pays, il publia son livre *Labour in Irish History* (*Le Travail dans l'Histoire de l'Irlande*), qui est la seule et unique interprétation marxiste de l'histoire du développement du prolétariat et de la classe paysanne irlandaise.

Depuis 1910, Larkin et Connolly se trouvaient à la tête du mouvement ouvrier et socialiste irlandais. Leur travail consistait dans l'organisation du Syndicat des Ouvriers des Transports et des Travailleurs irlandais, dans la propagande de l'usage des grèves de masses et des grèves de sympathie et dans la transformation du Congrès des Trade-Unions irlandaises en un Parti Ouvrier Irlandais. Le Syndicat sus-mentionné dont le mot d'ordre était l'abolition du salariat devint bientôt si puissant, qu'en 1913 la bourgeoisie irlandaise et les capitalistes anglais se virent dans la nécessité de s'unir, pour écraser, d'un commun effort, cette organisation qui offrait du danger à leurs intérêts. Cette alliance eut pour résultat le lock-out et la grève de Dublin qui durèrent plus de dix mois et suscitèrent la première levée en masse du prolétariat irlandais. Les ouvriers radicaux anglais vinrent en aide à leurs camarades irlandais, en envoyant à Dublin de l'argent et des vivres, mais les leaders du Labour Party britannique, restant fidèles aux intérêts de la classe capitaliste et sabotant toute action révolutionnaire ouvrière, empêchèrent la demande de secours, adressée en Angleterre, d'avoir des

suites, si bien qu'à la fin les ouvriers irlandais durent battre en retraite. Ce ne fut pour la bourgeoisie qu'une victoire à la Pyrrhus : le Syndicat des Transports, quoique éprouvé numériquement et pécuniairement, garda néanmoins intacte son organisation intérieure, et les ouvriers demeurèrent dans un état d'exaspération amère qui se fit sentir plus tard, pendant l'action du prolétariat en 1916.

La conflagration européenne trouva le Syndicat des Transports assez vigoureux pour protester contre les social-traitres du Labour Party britannique, qui ayant adhéré à la campagne de défense nationale, prenait une part active à la politique de représailles à l'égard de l'Irlande, considérée comme une petite nationalité, et des ouvriers irlandais, en tant que classe sociale. Larkin et Connolly ont organisé, dans tout le pays, une série de meetings, démasquant la nature impérialiste du conflit, exhortant les ouvriers à profiter, par tous les moyens en leur pouvoir, de la crise, critiquant sans merci le Parti Ouvrier britannique et dévoilant le caractère bourgeois et impérialiste du parti parlementaire irlandais, qui portait jusqu'alors le masque d'un parti d'opposition à l'impérialisme britannique et qui soutenait maintenant la guerre ; ils s'attaquèrent aussi à la réaction bourgeoise des *sinn feiners* qui s'étaient prononcés pour la neutralité de l'Irlande. Ces deux camarades, comprenant que les embarras de l'impérialisme britannique ne pouvaient être qu'utiles au prolétariat irlandais, préconisèrent l'armée citoyenne irlandaise, en élargissant la base, en arnant ses partisans et rendant plus serrée l'organisation militaire de leur parti politique. Pour obtenir les fonds nécessaires à cette fin, Larkin ayant été expulsé par le gouvernement britannique, se rendit une nouvelle fois en Amérique, et Connolly se chargea, en son absence de la direction du parti et de la formation de l'Armée Citoyenne irlandaise, faisant lui-même presque tout cet important travail. Depuis lors et jusqu'à 1916, l'idée de l'Armée Citoyenne irlandaise absorbe les hommes politiques du Parti Ouvrier irlandais.

L'Armée citoyenne irlandaise (Citizen Army)

L'Armée Citoyenne irlandaise fut créée à Cork, en 1908. Elle avait pour but la défense des ouvriers contre les brutalités de la police ; en dehors de cette destination, on n'en entendait parler que très peu et elle n'eut aucune importance jusqu'à la fin de 1913, époque à laquelle elle prit part à plusieurs conflits au cours de la grève de Dublin. Mais dès le début de la guerre mondiale, les leaders politiques commencèrent à manifester à l'égard de cette armée un intérêt très vif, se consacrèrent à son armement régulier, y invitèrent plusieurs instructeurs militaires, dont le capitaine White, fils du feld-maréchal britannique, sir George White, a été le premier. Cet officier avait été mêlé à la grève de Dublin et fut plus tard, en 1916, arrêté en Galles du Sud, sous l'inculpation d'avoir tenté d'y provoquer une grève de mineurs pour empêcher l'exécution de Connolly.

Connolly, en sa qualité de commandant, s'en-toura d'un état-major socialiste, dont il avait désigné le chef, Eichel Malon, un tisserand en soie (exécuté en 1916 par les Anglais). L'effervescence révolutionnaires nationale se répandant rapidement par tout le pays, les Anglais la combattirent par l'état de siège, ce qui détermina la création d'un état-major de coopération, jouant le rôle d'organe intermédiaire entre les volontaires nationalistes irlandais (Nationalist republican armed forces) et l'Armée Citoyenne irlandaise ; cet

état-major de coopération fut constitué sur l'initiative du commandement de l'armée citoyenne et demeura à la tête de l'alliance jusqu'à l'insurrection de 1916. Le gouvernement britannique ayant suspendu tous les journaux révolutionnaires, Connolly se mit à publier son organe *Worker's Republic*, sous la protection de l'Armée Citoyenne, qui se chargea, en même temps, de la garde du « Liberty Hall » (Salle de la Liberté), où se trouvait le quartier général du Syndicat des Transports. Cet état de choses se maintint pendant trois mois, et le dernier numéro de la *Worker's Republic* parut deux jours avant l'insurrection.

L'organisation de l'Armée Citoyenne fut basée sur un principe prolétarien ; l'armée avait un commandant, un état-major, composé d'officiers supérieurs, et des officiers subalternes, élus par les soldats ; elle avait, en outre, un comité de direction, formé d'un nombre égal de représentants des officiers et des soldats. Le champ d'activité de l'armée se bornait à la ville de Dublin et à ses environs. C'était une force d'opération armée de premier ordre qui rivalisait sérieusement avec les Volontaires Irlandais ; en maintes occasions elle soutint de véritables combats de rue ; ses officiers, magnifiquement entraînés, et tout particulièrement son haut commandement, donnaient aux Volontaires Irlandais des leçons d'une grande utilité sur la guerre de partisans. L'Armée Citoyenne issue de la masse prolétarienne, comptait dans ses rangs de nombreux soldats qui avaient servi, pour des raisons d'ordre économique, dans l'armée anglaise.

L'Armée Citoyenne déclancha le mouvement révolutionnaire, précurseur de l'insurrection ; en dépit des hésitations sempiternelles du gros des leaders des Volontaires Irlandais, l'Armée Citoyenne, en face de la crise et grâce à son attitude résolue et énergique, les contraignit à une participation directe au soulèvement armé. Si les forces révolutionnaires échouèrent dans leur entreprise, la faute en fut à l'ordre qui contremanda subitement la mobilisation des troupes républicaines irlandaises, commencée depuis onze heures. Ce fut l'œuvre des leaders bourgeois, dont les efforts tendaient incessamment à enrayer ceux de Connolly et à empêcher toute coopération des Volontaires Irlandais et de l'Armée Citoyenne. Malgré ce fait, un millier de combattants irréguliers républicains ont défendu la capitale, dont ils s'étaient emparés, contre 47.000 soldats britanniques, armés et équipés d'après toutes les règles de l'art militaire moderne ; les rebelles ont en outre combattu avec succès au nord de Dublin et provoqué plusieurs soulèvements armés dans l'Ouest de l'Irlande.

Au cours de la révolte, l'Armée Citoyenne, en tant que contingent des forces républicaines, attaqua le château de Dublin, où se tenait le quartier général du gouvernement britannique en Irlande. Elle s'en empara et prit possession de plusieurs positions stratégiques dans la ville même. Connolly fut le commandant en chef de toutes les forces de la République pendant toute la durée de l'insurrection. Après la capitulation, Connolly, grièvement blessé au cours du combat, et Michel Malon, chef de l'état-major de l'Armée Citoyenne, furent exécutés en même temps que d'autres leaders nationalistes de l'aile gauche, alors que la plupart des militants prolétariens, plus ou moins connus, avaient péri pendant ou furent tués après la bataille. L'Armée Citoyenne fournissant un nombre de combattants beaucoup plus important que les Volontaires Irlandais et étant poursuivie avec acharnement par les autorités britanniques, elle sortit naturellement de la lutte complètement délabrée, comme organisation militaire, tan-

dis que les Volontaires Irlandais, beaucoup moins éprouvés, réussirent à maintenir intacte leur organisation intérieure dans une grande partie du pays, où il n'y avait pas eu de combats.

Après la remise en liberté, en décembre 1917, de tous les prisonniers, l'Armée Citoyenne commença sa réorganisation en cherchant à maintenir à sa base le principe prolétarien : le rôle prédominant appartenait maintenant aux Volontaires Irlandais et presque tous les chefs de l'Armée Citoyenne ayant été tués, celle-ci perdit de plus en plus son influence et ne joue, en ce moment, aucun rôle dans la vie politique de l'Irlande. Il est à noter ici que l'Armée Citoyenne n'est pas une organisation communiste, bien qu'elle soit hostile aux tendances présentes du Parti Socialiste Irlandais et qu'elle n'ait coopéré avec lui qu'une seule fois, en défendant, contre la police, un meeting convoqué par le parti en faveur de la révolution bolcheviste russe. Le programme de l'Armée Citoyenne irlandaise prévoit l'instauration en Irlande, par la force armée, d'une république ouvrière, — bien que les formes et la structure de cette république ne soient pas assez claires à la majorité de ses membres.

Les Sinn-Feiners et les Volontaires Irlandais

Pour bien comprendre les traits caractéristiques des sinn-feiners, il faut s'adresser à leur prédécesseur politique — le Parti Parlementaire Irlandais. Ce parti a joué, pendant plus de 40 ans, un rôle prédominant parmi les hommes politiques nationalistes irlandais. Il avait pour but d'assurer à l'Irlande un *home rule* dans les cadres de l'Empire britannique ; il y tendait par des moyens constitutionnels. Sur les 104 membres irlandais du Parlement britannique, le Parti Parlementaire Irlandais en comptait environ 80 ; le reste était composé d'unionistes hostiles au *home rule* et formant un groupe du parti des tories anglais.

Sous la conduite de Parnell, le Parti Parlementaire Irlandais fit de l'obstruction au Parlement britannique et défendit énergiquement son indépendance politique, refusant tout accord avec les partis anglais quels qu'ils fussent et prêtant son concours parlementaire tantôt à un groupe, tantôt à un autre. Cette politique finit par le compromettre et en faire un auxiliaire du Parti libéral anglais. Peu à peu, malgré bien des efforts pour faire valoir leur indépendance politique en Irlande, l'attachement des députés irlandais au Parti libéral anglais les mit à la remorque des hommes politiques de l'Empire britannique en les faisant renoncer à l'opposition dite démocratique, à l'impérialisme anglais. L'acte final de cette politique d'obstruction fut l'opposition des députés irlandais à la guerre sud-africaine de 1899-1901.

Pendant que le Parti perdait les liens qui le rattachaient à son pays, une nouvelle politique nationale naissait en Irlande : le mouvement sinn-feiner. Un pamphlet intitulé : « La Résurrection de la Hongrie, un parallèle pour l'Irlande », commença, à cette date, à attirer vers lui l'attention générale. L'auteur de cet ouvrage, Arthur Griffith, journaliste indépendant bourgeois, dépeignait la lutte de la Hongrie pour son indépendance politique et recommandait l'application des méthodes et des moyens dont s'étaient servis les nationalistes hongrois. Il traçait un programme, dont le développement prévoyait la conquête du pouvoir par son parti après 1916 et dont les points capitaux étaient : a) formation, par la voie du système électoral anglais, d'un parti qui s'engagerait à ne pas participer au Parlement britannique, b) constitution d'un Parlement irlandais ou d'un conseil général, c) refus de payer les impôts à la

Trésorerie royale anglaise, d) politique de défense contre les aspirations d'expansion du gouvernement britannique, e) encouragement de l'industrie irlandaise, f) constitution d'un corps consulaire irlandais, et g) encouragement à tous les mouvements nationaux irlandais, tels que la « Gaelic League » (Ligue gaélique), la régénération et le perfectionnement de la langue irlandaise, la « Gaelic Athletic Association » pour la restauration des anciens sports et jeux irlandais, la renaissance de la littérature et de l'art dramatique irlandais et l'organisation des boy-scouts irlandais pour faire face aux boy-scouts militaires anglais de Baden-Powell.

Les sinn-feiners reconnaissaient toute action politique et extra-parlementaire, mais ne recommandaient pas l'emploi des armes et ne tendaient pas à la création d'une République irlandaise. Ils restaient fidèles aux méthodes hongroises et insistaient sur la constitution d'un Parlement irlandais qui ne devrait être uni au Parlement britannique qu'en la personne du monarque britannique, qui serait, en même temps, roi d'Irlande, et ratifierait ainsi les votes des deux Parlements. Le fait est que pendant la première décennie du vingtième siècle, aucun parti, sauf le Parti Socialiste Républicain Irlandais, ne professa ouvertement l'idée d'une république irlandaise.

Pendant nombre d'années, bien avant l'insurrection, malgré la popularité toujours croissante et le krach politique du Parti Parlementaire Irlandais, les sinn-feiners ne réussirent pas à devenir une force, et existaient plutôt pour critiquer le Parti Parlementaire Irlandais et sans revêtir le caractère d'un parti politique concret. Leur programme économique s'accordait parfaitement avec les thèses surannées de l'économiste bourgeois Friedrich List et leurs décisions économiques respiraient un esprit de réaction outrancier. En 1913, les sinn-feiners se montrèrent hostiles à la grève de Dublin.

Pendant la période qui s'étendit du commencement de la guerre à l'insurrection, les sinn-feiners jouèrent un rôle plus révolutionnaire, étant fortement influencés par le mouvement des Volontaires Irlandais, qui étaient alors, bien plus que les sinn-feiners eux-mêmes, la force nationale prédominante dans toute la politique irlandaise. Après l'insurrection, les sinn-feiners, bien qu'ils n'eussent point participé activement à la lutte, se mirent à la tête du mouvement national irlandais, ayant éliminé de leur programme les éléments réactionnaires et mis le reste en accord avec les aspirations populaires tendant à l'instauration du régime républicain en Irlande. Ils allèrent de succès en succès et finirent, en 1918, au cours des élections parlementaires générales, par envahir politiquement tout le pays ; ils aboutirent à la constitution de leur propre parlement, « Dail Eireann », et tentèrent même de former un ministère et de prendre le pouvoir. Le parlement irlandais fut aussitôt déclaré illégal et fonctionne depuis lors, comme il peut, bien que la plupart de ses membres soient détenus dans les prisons anglaises, dont ils ne s'échappent qu'à force de grèves de la faim, d'assauts des prisons par le peuple et d'autres stratagèmes révolutionnaires. Au fur et à mesure que l'oppression du militarisme anglais augmente, les sinn-feiners tombent, de plus en plus, sous l'influence des Volontaires Irlandais, et c'est à l'heure qu'il est, cette dernière organisation, qui, ayant recours aux armes, démolit les bureaux du fisc anglais et les baraquements de la police, forme des comités judiciaires et des tribunaux, crée des conseils d'arbitrage agraires, etc., bref, met à exécution la doctrine politique et économique des sinn-feiners. Durant les dernières élections, les sinn-feiners ont gagné à leur

cause la plupart des municipalités et des conseils ruraux, ayant battu leur adversaire le plus sérieux, le Parti ouvrier irlandais, avec lequel ils se partagent l'administration locale du pays. Toute la politique des sinn-feiners ne tend qu'à rendre impossible la gestion de l'Irlande par les Anglais et à constituer le plus grand nombre possible d'institutions publiques qui permettraient au parti de se comporter comme un gouvernement bien organisé.

Les Volontaires Irlandais forment une organisation purement militaire ayant un état-major général et des officiers élus par les soldats. Nombre de ces officiers, chargés de diverses fonctions exécutives sont des sinn-feiners membres du Parlement, qui relient en quelque sorte ces deux organisations et facilitent aux Volontaires Irlandais le contrôle de l'activité des sinn-feiners. Le programme des Volontaires Irlandais a pour base l'institution en Irlande, par la force des armes, d'un régime républicain, et cette république a déjà pris corps et est en voie d'établissement définitif par les efforts combinés des Volontaires Irlandais et des sinn-feiners. Les Volontaires Irlandais se composent principalement de prolétaires et de paysans, bien que la plupart des officiers appartiennent à la petite bourgeoisie et aux fermiers. La masse des Volontaires Irlandais considère l'instauration du régime républicain en Irlande comme la question la plus importante de leur programme et seraient enclins à ne poser les questions sociales qu'après l'accomplissement de leur grande tâche politique. Mais la fidélité des Volontaires Irlandais, habitant la campagne, à cette idéologie se trouve quelque peu ébranlée par suite de leur adhésion au Syndicat des Transports et à l'Union des Travailleurs irlandais (I.T.W.U.) et l'étincelle de conscience de classe qui éclaire, de ce fait, leur esprit leur montre que des difficultés économiques toujours croissantes les mettront inévitablement en opposition avec les Volontaires Irlandais appartenant à la classe des fermiers. En somme, les Volontaires Irlandais ne comptent parmi eux que très peu de socialistes et un groupe de partisans et d'admirateurs de Connolly, qui séduit l'idée d'une république ouvrière.

A la suite de la constante effervescence révolutionnaire parmi toutes les classes de la population et en raison du mouvement anglophobe à peu près général qui pousse les diverses couches sociales à une coopération spasmodique avec les révolutionnaires, avec lesquels elles ne sympathisaient pas jusqu'ici, il est bien difficile d'établir, à l'heure présente, quelles sont les classes dont ces diverses organisations sont l'expression plus ou moins fidèle. Généralement parlant, les sinn-feiners sont représentés à la campagne par les petits fermiers et les paysans pauvres ou qui prennent des terres à ferme, — dans les villes d'importance secondaire par les petits boutiquiers et par la classe moyenne et, enfin dans les centres industriels par les petits manufacturiers, les marchands et les bourgeois intellectuels. Ce mouvement ne comprend pas de gros propriétaires fonciers ni même de capitalistes moyens, ces classes dépendant, en Irlande, presque entièrement du capitalisme britannique et étant politiquement représentées par les Tories anglais et les partis libéraux. Le caractère social du conglomérat que présente le parti des sinn-feiners y provoque nécessairement des courants contraires et, tant que la coopération de ces classes et des masses ouvrières, lui sera indispensable pour réaliser l'indépendance politique du pays, le pays se trouvera dans l'impossibilité de formuler un programme social ou économique quelconque. Le but du parti étant l'indépendance politique, il estime né-

cessaire, pour y aboutir, la participation de toutes les classes de la population à cette œuvre et, pour s'assurer cette coopération et la maintenir en vigueur, n'ose pas adopter officiellement tel ou tel autre programme politique ou économique. Le parti sinn-feiner a fait publier un soi-disant programme démocratique qui réunit tous les lieux communs hypocrites et faux de la bourgeoisie démocratique : souveraineté du peuple, égalité des citoyens, etc., et révèle, en même temps, son véritable esprit de classe, en promettant la réglementation internationale des conditions du travail, etc., de la *classe ouvrière*. En somme, l'idéologie de ces deux mouvements alliés, des sinn-feiners et des Volontaires Irlandais, est semblable à celle d'une petite nationalité. Les sinn-feiners basent toutes leurs espérances sur l'antagonisme existant entre l'Angleterre et l'Amérique et ils se sentent de plus en plus enclins à s'attacher au capitalisme américain et à lui être utiles.

Le mouvement ouvrier irlandais

Le mouvement ouvrier irlandais est entretenu par le Syndicat des travailleurs des Transports, l'Union des Travailleurs Irlandais, les Syndicats professionnels locaux ou nationaux et les filiales de la grande Union des Syndicats ouvriers, ainsi que de l'Union nationale des cheminots et de l'Union générale des mécaniciens. Au point de vue national, ce mouvement agit sur les masses ouvrières par le Congrès des trade-unions irlandaises et par le Parti Ouvrier Irlandais ; au point de vue local, par des conseils composés de représentants de diverses unions de province. Parmi les organisations sus-mentionnées, la plus puissante est le Syndicat des travailleurs des Transports et l'Union générale des Travailleurs irlandais qui compte 120.000 membres. A ses débuts, l'Union avait pour base l'unionisme industriel et ne cherchait pas à s'accroître numériquement, bornant son activité aux grandes villes et centres industriels. Elle utilisait avec beaucoup d'énergie et de succès les armes dont elle disposait : influence sur les masses ouvrières, grèves de sympathie, etc., et se livrait, en même temps, à une campagne de propagande révolutionnaire permanente et très intense. Depuis l'insurrection, ayant perdu ses deux leaders les plus éminents et en augmentant, sans les choisir, le nombre de ses membres, l'Union a vu les idées révolutionnaires dont elle s'inspirait s'oblitérer au point qu'elle se trouve en ce moment réduite à une organisation professionnelle d'ouvriers non spécialistes, bureaucratique et fortement centralisée. Elle n'a plus rien de commun avec les syndicats ouvriers, ni avec les récents succès de l'unionisme industriel, et tend à devenir une arme lourde et peu efficace, dont le prolétariat ne peut se servir ni contre l'impérialisme étranger, ni contre le capitalisme de son propre pays.

La plupart des membres du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs irlandais se recrutent parmi les paysans pauvres et les laboureurs, qui sympathisent peu les uns avec les autres ; et leur activité ne s'accorde pas avec celle du prolétariat industriel. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que l'organisation du prolétariat rural a été une rude besogne et qu'elle a réveillé chez les prolétaires la conscience de classe. Quant à la forme d'organisation et à l'échec subi par le Syndicat des Transports, dans ses efforts d'élever politiquement ces ouvriers originaires des campagnes et de leur indiquer leur position de classe, il s'est depuis avéré qu'il n'appartient pas à l'organisation de jeter un pont entre les prolétaires agricoles et industriels.

L'atmosphère de la vie irlandaise étant imprégnée de nationalisme révolutionnaire, le Syndicat des Transports et des Travailleurs irlandais, tout comme les trade-unions du pays, a un esprit combatif beaucoup plus vigoureux que ses prototypes anglais. De concert avec les nationalistes, le mouvement ouvrier irlandais a fait échouer la conscription de 1918 ; le 1^{er} mai 1919, il a arrêté le travail des usines et fabriques dans la plupart des villes du pays ; et tout récemment encore, toujours de concert avec les nationalistes, il contraignait le gouvernement britannique, par une grève de deux jours, à remettre en liberté plus de cent prisonniers qui faisaient la grève de la faim. Dans la plupart de ces cas, cependant, c'est l'impulsion populaire qui force le mouvement ouvrier à l'action, qui est toujours autant le fait des non-unionistes que des unionistes.

L'apparition du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs irlandais, en qualité de force prédominante, sur l'arène de la lutte politique ne date pas de loin, et les succès réalisés par ces organisations pendant les dernières élections municipales n'ont fait que fortifier leurs tendances réactionnaires. Le Parti Ouvrier irlandais et le Congrès des Trade-Unions, qui agit par l'organe de ses conseils locaux, sont sortis de cette campagne électorale détenteurs de la seconde place dans la vie politique ; et la plupart des élus ouvriers appartiennent à leurs organisations. Tout ceci contribue à consolider la situation du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs vis-à-vis du Parti Ouvrier irlandais et du Congrès des Trade-Unions, auxquels ils ont donné leur programme et leur forme actuelle. Bien que le Labour Party irlandais insiste sur le fait que son programme fut rédigé par Connolly et qu'il est par conséquent foncièrement révolutionnaire, il ne veut manifestement pas comprendre qu'il le fut à la veille de l'époque de la révolution mondiale et que les temps ont changé depuis.

Les tentatives du Syndicat des Transports en vue d'absorber les Trade-Unions dans « l'Union Générale des Travailleurs » ont eu pour conséquence le développement au sein du Parti Ouvrier, d'un antagonisme très vif. Les unions ont fait objecter, à ce sujet, que leur idéologie ne leur permet pas de fusionner et que le Syndicat des Transports, loin de représenter l'unionisme industriel, a une tendance toujours croissante à soumettre tout le mouvement ouvrier à un régime bureaucratique. Les unions qui fonctionnent en Irlande sont de petites organisations qui dégèrent de plus en plus et n'ont presque aucune importance politique, à l'exception d'une ou deux filiales des grandes unions anglaises.

Le Syndicat des Transports ne fait publier en Irlande qu'un organe ouvrier : *The Watchword of Labour*, hebdomadaire qui tire à 10.000 exemplaires et partage le sort de toutes les publications nationalistes et révolutionnaires irlandaises, c'est-à-dire la suspension périodique par le gouvernement. Cette revue, bien qu'elle prétende à l'honneur de poursuivre l'œuvre de la publication révolutionnaire de Connolly — *The Workers Republic* — ne fait en réalité qu'affaiblir et diluer sa théorie du marxisme révolutionnaire appliqué à l'Irlande, tout comme Kautsky s'applique à dénaturer les principes généraux du marxisme. Cet organe est le porte-voix des opinions politiques des éléments qui prédominent dans le Syndicat des Transports, notamment du Parti Ouvrier irlandais et du Parti Socialiste irlandais.

Au point de vue international, le mouvement

ouvrier irlandais est affilié à l'Internationale jaune. Cathal O'Shannon, éditeur du *The Watchword of Labour*, membre du Comité Exécutif du Parti Ouvrier irlandais et président du Parti Socialiste irlandais ; Thomas Johnston, trésorier du Parti Ouvrier irlandais ; William O'Brien, secrétaire du Parti Ouvrier irlandais, trésorier du Syndicat des Transports et personnalité très en vue du mouvement ouvrier irlandais ; Hughes, secrétaire adjoint des Transports et de l'Union des Travailleurs, représentant du Parti Socialiste irlandais, tels sont les représentants accrédités de l'Irlande auprès de l'Internationale jaune.

Seuls, O'Shannon et Johnston, que le Parti Socialiste irlandais avait munis de mandats supplémentaires, ont pu arriver à Berne en 1919. Ils y ont signé la résolution Adler-Longuet.

Le Parti Socialiste irlandais, créé en 1896, changea plusieurs fois depuis de programme et de nom. Ce n'est jusqu'ici qu'une petite organisation politique, presque inactive et sans politique nationale nettement prononcée. Les personnes mêmes dont l'influence s'exerce sur le Parti Ouvrier irlandais et sur le Syndicat des Transports, influencent et dirigent sa politique et sa tactique. Il y eut un moment où il fut, pour ainsi dire, conquis par sa gauche, laquelle réussit, en dépit de l'opposition très vive du reste du parti, à ajouter à son programme politique depuis longtemps élaboré, quelques idées révolutionnaires, obtint que l'adhésion à la résolution de Berne fut désavouée, assura un vote en faveur de la 3^e Internationale et organisa, à Dublin, un meeting à l'occasion du dernier anniversaire de la révolution bolcheviste. Mais avant que la gauche eût eu le temps de consolider sa force, elle la perdit, et les décisions relatives à la 3^e Internationale restèrent lettre-morte. A l'heure qu'il est, ce parti compte en tout 150 membres environ, dont une trentaine seulement sont réellement attachés à leur organisation et résident à Dublin, alors que les autres, disséminés par tout le pays, n'ont guère de contact les uns avec les autres ou avec le siège central du parti, à Dublin. Le parti est presque inactif ; il n'a pas de presse et toute sa publicité se réduit à quelques pamphlets rédigés par ses membres et dont aucun ne souffle mot des problèmes intéressant le prolétariat irlandais.

Il y a en ce moment, en Irlande, une force politique qui jouera sans doute un rôle très important dans le cours des événements révolutionnaires dans ce pays ; c'est le mouvement coopératif que dirige George Russel. Ce mouvement, dont plusieurs branches sont parfaitement organisées, embrasse une partie considérable de l'économie nationale du pays et pourrait être utilisé sur-le-champ par l'Etat prolétarien aux fins de solutionner les problèmes urgents du ravitaillement, etc., pendant la première période de la dictature du prolétariat. La production coopérative des paysans pauvres du pays doit intéresser au plus haut degré les communistes. Ce mouvement, qui cherche à détruire dès maintenant, parmi la classe paysanne la plus pauvre, l'idéologie de la petite propriété, est de la plus haute importance pour les communistes. Il tend, en effet, à la solution d'un problème qui paraît être le plus difficile et le plus sérieux pour l'Etat prolétarien ; le procédé dont il se sert à cette fin est très simple : il organise les paysans pauvres sur la base très large de la production coopérative, harmonisant ainsi les deux éléments de la classe ouvrière et rendant certaine l'union des paysans et du prolétariat industriel sous la dictature de ce dernier.

L'Ulster, ou, pour mieux dire, le nord-est de l'Irlande, est un centre manufacturier et industriel de haute importance. Au point de vue industriel, il ressemble plus que toute autre partie du pays, aux régions les plus industrielles de l'Angleterre et de l'Ecosse. Toute cette contrée est sous la domination de gros capitalistes en contact étroit avec la bourgeoisie britannique. Au point de vue économique, les ouvriers de cette région sont organisés en filiales étroitement rattachées aux unions professionnelles anglaises ; au point de vue politique, le gros des travailleurs de l'Ulster adhère au Parti Unioniste qui est en opposition extrême aux Sinn feiners et à toutes les formes du nationalisme irlandais. Un facteur très important, quoiqu'il aille en diminuant d'intensité, c'est l'antagonisme religieux de l'Ulster à l'égard du pays. Sous plusieurs rapports, le problème communiste est ici plus facile à résoudre que partout ailleurs, le prolétariat local étant disposé à se rallier sur la plate-forme du passage direct de l'Etat capitaliste à l'Etat prolétarien. L'absence de tout sentiment républicain nationaliste chez la ma-

rité des prolétaires de l'Ulster, les rend hostiles à une république bourgeoise irlandaise. Exception faite du sentiment antinationnaliste, qui est, en partie, la conséquence de la dévotion religieuse, l'Ulster pose une question que l'on peut retrouver dans tout centre industriel, et c'est précisément pour cette raison qu'il peut devenir le foyer principal de la lutte du prolétariat contre la république bourgeoise irlandaise.

Nous nous sommes efforcés, dans notre exposé, de dépeindre sommairement les différentes forces et tendances qui se manifestent actuellement en Irlande et dont la connaissance est nécessaire pour comprendre la situation politique générale du pays. Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet que nous avons traité. Mais les événements qui se déroulent actuellement en Irlande revêtent l'aspect d'une guérilla perpétuelle entre les forces impérialistes et nationalistes et ces dernières sont vigoureusement appuyées par le mouvement ouvrier irlandais.

Thomas DARRAGH.

BIBLIOGRAPHIE

LÉNINE.— La Maladie infantile du Communisme

On caractériserait mieux le livre de Lénine, qui est l'un des plus remarquables de la littérature communiste russe si riche en productions de premier ordre, en disant que c'est une sorte de manuel de stratégie révolutionnaire écrit par un stratège de génie qui a fait ses preuves.

Le caractère de la tactique de Lénine est nettement indiqué par des passages comme celui-ci : « Il faut unir le plus strict dévouement aux idées communistes avec l'art de consentir tous les compromis pratiques, louvoisements, zigzags, manœuvres de conciliation et de retraite et autres semblables... »

Partout Lénine insiste sur la nécessité d'une tactique souple en opposition avec l'intransigeance théorique des puristes, des communistes de gauche, qui constitue le symptôme principal de ce qu'il appelle « la maladie infantile du communisme ». Le refus systématique de participer aux élections, le fait de se retirer des syndicats parce qu'ils sont dirigés par des réformistes et de ne vouloir agir que dans des milieux purs, déjà acquis au communisme, l'absence de doigté politique par suite de laquelle on considère toute

la bourgeoisie en bloc et l'on ne se soucie point de profiter de ses divisions, sont autant de manifestations de cette « maladie ».

Répondant au communiste abstentionniste italien Bordiga (qui a du reste cédé depuis à ses arguments), Lénine montre que c'est un signe d'immaturation que de reculer devant la difficulté relativement petite de constituer un groupe parlementaire empreint d'un esprit vraiment communiste, alors qu'au lendemain de la révolution il faudra lutter contre des obstacles infiniment plus grands, constitués par l'infiltration des éléments bourgeois avec tous leurs anciens préjugés, non plus chez quelques parlementaires, mais dans les soviets mêmes et dans toute l'administration de la société communiste.

Lénine ne dissimule jamais les difficultés de la tâche à accomplir. Aucun de ses écrits ne donne la moindre prise à cette ridicule caricature du « paradis communiste » inventée par la presse bourgeoise. Le travail de transformation de la société capitaliste en société communiste est un travail gigantesque et Lénine ne cherche jamais à diminuer aux yeux des militants l'immensité de l'effort qu'il

comporte. La prise de possession du pouvoir n'est pour lui que le commencement de cette puissante action qui doit être complétée par une longue éducation des esprits, inaccoutumés jusqu'ici aux exigences d'une véritable vie sociale.

Le livre abonde en aperçus politiques d'une grande largeur de vues, qui montrent que Lénine est infiniment supérieur à tous les hommes d'Etat bourgeois actuels. Mais son objet essentiel est, comme je l'ai dit, de préciser quelle est la meilleure tactique pour arriver à la conquête du pouvoir et à l'établissement de la dictature du prolétariat.

Selon Lénine, il ne faut négliger aucun champ d'action et il faut savoir se transporter rapidement de l'un à l'autre suivant les nécessités du moment, modifier ses plans d'attaque, user de feintes, saisir le point faible de l'ennemi et le frapper à l'instant propice. Tous les moyens peuvent être bons ou mauvais selon les circonstances.

De nombreux exemples précis, tirés de l'expérience même des bolcheviks ou de la

lutte sociale dans les différents pays d'Europe, illustrent de la façon la plus vivante ses idées sur la tactique révolutionnaire.

Ce livre est un livre pour tous les militants conscients et réfléchis. Il est certain qu'en fait de tactique, l'on ne peut donner que des directives générales et des exemples ; il n'est pas donné à tout le monde de devenir un bon tacticien, même en lisant les meilleurs traités en la matière ; il y faut le don naturel et l'exercice.

Les méthodes de Lénine entre les mains du premier venu pourraient donner les résultats les plus déplorables. Il ne faut pas l'imiter servilement, mais tout ce qu'il dit mérite d'être médité et offre matière à réflexion. Ce livre sérieux, dense, étonnamment riche, sous sa forme polémique, en aperçus profonds, sera étudié, discuté et commenté longuement par les meilleurs militants communistes, et il exercera certainement une grosse influence sur le choix des méthodes d'action.

Jacques MESNIL.

La Vie Economique en Russie

Agriculture Collectiviste

Tout en reconnaissant les avantages de la grande exploitation dans le domaine agricole comme dans l'industrie, tout en considérant la petite culture individuelle comme une forme « transitoire et en voie de dépérissement », le Pouvoir des Soviets n'a pas pu négliger cependant la tendance se marquant fortement dans les campagnes à la collectivisation de l'agriculture.

Parmi les diverses formes de culture collective, nous devons nous arrêter avant tout sur les communes.

Les « communes agricoles de production » sont des associations volontaires de travailleurs, se proposant de cultiver une quantité déterminée de terre conformément aux principes communistes à la fois dans la production et à la répartition. Les communes agricoles, comme unités économiques, sont soumises, de même que toutes les autres formes d'associations agricoles, au contrôle du Commissariat de l'Agriculture. Ce contrôle est réalisé par lui directement et par le moyen de ses organes locaux.

Tous les produits du travail de la commune qui ne sont pas consommés par elle, selon des règles établies, sont remis conformément aux décrets généraux, aux organes du service d'approvisionnement, pour être mis dans la circulation commune.

Les revenus retirés de l'exploitation agricole doivent être dépensés exclusivement pour améliorer l'exploitation.

Une seconde forme de culture collective sont les associations volontaires de travailleurs se proposant de cultiver leurs terres en commun.

Enfin, au stade le plus bas, se trouve la culture

communale, dans le sens défini par la loi du 19 février 1919 : « dans ce cas la terre est cultivée par toute la population paysanne de la localité, ou bien par certains groupes de membres de cette population, qui mettent en commun leur travail, leurs ressources et leurs instruments lors du labour, des semailles, de la récolte, etc. ».

De cette façon l'évolution naturelle devrait être la suivante : 1° la culture communale, où l'association des cultivateurs individuels apparaît comme relativement instable ; 2° les artels, où toute l'exploitation se fait en commun ; 3° la commune, où la collectivisation s'étend non seulement sur la production, mais encore sur la consommation, c'est pourquoi nous pourrions attendre un développement plus grand de la culture communale et un développement moins grand des formes de collectivisation plus élevées.

Considérons maintenant les chiffres concernant ces diverses catégories.

La dimension des terres cultivées par telle ou telle forme d'association est montrée par le tableau suivant, qui concerne le mois de novembre 1920 :

	Nombre	Hectares	Bouches
Communes	1.774	142.175	83.061
Artels	7.318	388.100	481.866
Culture communale	927	53.676	48.043
Totaux.....	10.049	583.951	612.970

Ainsi nous voyons que la forme la plus développée sont les artels, puis viennent les communes et enfin seulement la culture communale.

Le tableau qui suit nous donne des renseignements concernant les communes et les artels selon

les régions entre lesquelles le Commissariat de l'Agriculture a réparti les provinces de Russie (1) :

Régions	Nombre		Hectares de labour par association		Hectares de labour par bouche		Nombre de bouches par association	
	Communes	Artels	Communes	Artels	Communes	Artels	Communes	Artels
1	83	590	139,8	43,1	3,1	1,2	46,3	33,7
2	370	1.996	85,4	44,4	1,9	0,5	44,1	76,9
3	485	763	55,8	63,9	1,1	1,4	47,3	44,3
4	106	1.059	133,2	32,3	2,9	0,3	47,4	88,2
5	258	778	65,1	74,1	1,1	1,1	66,5	83,9
6	34	688	129,5	53,6	1,9	0,8	69,1	56,4
7	172	232	—	88,6	—	1,2	46,8	57,5
8	149	629	81,7	102,2	2,1	2,2	38,1	45,4
9	112	613	199,1	35,1	1,8	0,7	48,0	47,3
Total	1.769	7.348	73,7	52,1	1,7	0,8	41,5	64,5

Le tableau qui suit indique la proportion dans laquelle les communes et les artels ont été établis sur chaque catégorie de terre :

Régions	COMMUNES				ARTELS			
	Terres paysannes	Domaines privés	Domaines d'Eglise	Terres de la Couronne	Terres paysannes	Domaines privés	Domaines d'Eglise	Terres de la Couronne
1	3	95	—	2	95	—	5	—
2	4	88	13	—	29	45	26	—
3	1	99	—	—	—	100	—	—
4	32	51	1	16	53	42	5	—
5	45	29	2	14	44	48	—	8
6	38	50	—	12	5	—	—	95
7	—	—	pas de statistique		—	—	—	—
8	19	61	14	5	25	52	3	20
9	4	23	73	—	24	54	15	7
Total	10	74	12	4	31	48	10	11

Si nous considérons ensuite l'importance relative des communes et des artels, nous voyons que dans l'ensemble les communes sont sensiblement plus étendues : tandis qu'une commune occupe en moyenne 74 hectares, un artel en occupe seulement 52. Les unes et les autres sont donc de petites exploitations.

Ces chiffres varient sensiblement selon les régions, mais nulle part il n'existe d'artel ou de commune de grande étendue :

Etendue	Cultures communales		
	Communes	Artels	Communes
0 à 9 hectares	0,8	3,4	2,5
10 à 24 — ..	3,5	5,7	14,4
25 à 49 — ..	13,0	18,9	30,1
50 à 99 — ..	30,0	36,6	40,0
100 à 149 — ..	18,7	17,2	13,0
150 à 199 — ..	9,6	8,3	—
Plus de 200 hectares.	24,4	10,7	—
Total	100 %	100 %	100 %

Ainsi la plus grande partie des associations de culture en commun appartient à la catégorie des petites exploitations. Elles dépassent de peu l'étendue moyenne de la grande exploitation paysanne.

(1) Ces 9 régions sont les suivantes : 1. Petrograd, 2. Moscou, 3. provinces du Sud-Ouest, 4. Orel-Koursk, 5. provinces de la Moyenne-Volga, 6. Basse-Volga, 7. Oural, 8. Kostroma-Perm, 9. Provinces du Nord.

Elles devront être soumises à une réorganisation fondamentale. Les données concernant ces exploitations sont extrêmement pauvres ; actuellement la statistique de l'agriculture collective est en voie de refonte. En tout cas, une différence essentielle se fait remarquer entre les communes et les artels. Les premières se sont constituées presque exclusivement sur les terres des grands propriétaires privés, des monastères ou de la couronne, tandis que 11 % seulement se sont formées sur les terres paysannes. Il en est autrement des artels : ici, plus de 30 % sont constitués pour les artels formés sur les terres paysannes. On peut donc dire, en ce qui concerne ces derniers, qu'il existe parmi la masse paysanne une tendance sensible à la collectivisation, mais on n'en saurait dire autant à propos des communes dont les neuf dixièmes se sont formés sur des terres autres que les terres paysannes.

IVAN.



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

- A. GLEBOV. — *Les Syndicats russes et la Révolution* (préface de Boris Souvarine)..... 0 50
 KERTYZNEV. — *Les Alliés et la Russie*..... 3 »
 ALEXANDRA KOLLONTAL. — *La Famille et l'Etat Communiste* 0 40
 LENINE. — *La maladie infantile du Communisme*. 4 »
 LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne* 4 »
 LÉNINE. — *Lettre aux ouvriers américains* 0 25
 LÉNINE. — *Les Bolcheviks et les Paysans* 0 40
 S.-J. RUTGERS. — *En Russie Soviétique*..... 0 75
 BORIS SOUVARINE. — *La Troisième Internationale* 0 50
 BORIS SOUVARINE. — *Eloge des Bolcheviks*..... épuisé
 TROTSKY. — *Terrorisme et Communisme* 7 »
 TROTSKY. — *Le Terrorisme*..... épuisé
 TROTSKY. — *Les Soviets et l'Impérialisme mondial* 0 60
 CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne* 0 75
 *** *Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)* 0 60
 *** *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste* 0 50
 *** *Hommage à la République des Soviets, par H. Barbasse, etc.* 1 25
 *** *Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)*..... 0 75
 *** *Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)* épuisé

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DARGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)